L'ABEILLE.

JOURNAL DU MATIN.

PUBLIÉ PAR MAGNE & Cie.

BUREAUX, RUE ST. LOUIS, N° 30, AU COIN DE CHARTRES.

CONDITIONS: $12 PAR AN, $6 POUR 6 MOIS, $3 POUR 3 MOIS, PAYABLES D'AVANCE. — ON S'ABONNE AU BUREAU DU JOURNAL. — PRIX D'UNE ANNONCE ORDINAIRE: 1re INSERTION, 75 CENTS; CHAQUE INSERTION SUBSÉQUENTE, 50 CENTS. — LES ANNONCES EN LANGUE ÉTRANGÈRE PAYABLES D'AVANCE.

CANDIDATS WHIGS

PAR LA CONVENTION NATIONALE,

POUR PRÉSIDENT DES ÉTATS UNIS

WILLIAM H. HARRISON

DE L'OHIO.

POUR VICE-PRÉSIDENT DES ÉTATS UNIS,

JOHN TYLER,

DE LA VIRGINIE.

NOUVELLE-ORLEANS — JEUDI MATIN, 30 JANVIER 1840.

On sait avec quel empressement les Whigs de toutes les parties de l'Union se sont rangés sous le drapeau des candidats choisis par la convention nationale de Harrisbourg; et cette admirable unanimité de tout un parti est déjà un assez bel éloge du mérite de W. H. HARRISON et de JOHN TYLER. Mais ce mérite n'est tellement incontestable que les hommes sincères du parti opposé sont aussi indirectement obligés de le reconnaître. Aucun journal ni à fait, non-plus que nous, d'éloge plus flatteur de ces deux hommes que celui que nous lisons dans la feuille folio-face, le *Ohio Confederate*.

« Il y quarante ans, dit cette feuille en parlant de HARRISON, si quarante années consacrées au service de la patrie dans les positions les plus élevées, sur une carrière toujours active et souvent pénible, marquée par tant de travaux, par un dévouement si absolu et qui s'élève dans une honorable pauvreté, si de pareilles services, si de pareilles vertus ne suffisent pas pour mériter à un citoyen l'estime de ses compatriotes, l'affection de son pays, c'est à désespérer de l'avenir et à s'interroger la utile morale; mais bien de dire ce que peuvent réclamer les besoins de la société, telle que la civilisation nous l'a faite. »

Nous tenons de tâcher de fumeste la passion du jeu, quand sur individus, et nous sommes loin de prétendre qu'elle doive être jamais favorisée; cependant, nous ne craignons pas d'avancer qu'il est certaines plaies sociales qu'il faut traiter avec ménagement, et que l'on ne repoussera pas impunément. Il serait en effet assez curieux de déterminer ce que la prohibition a réduit sur la masse des jouets, et ce qu'elle a produit, quant à l'intensité du mal moral. Nous pensons, nous, qu'il est bien difficile de croire que le jeu, quoique puni d'autant plus actif qu'il sera plus prohibé, et que même on aura trouvé le fait satisfaisant; cette sorte d'attrait qu'offre presque toujours la difficulté vaincue. De nombreux récréateurs se sont donc ouverts pour des gens affamés d'émotions, et pour qui le danger des tournois était peut-être le plus doux; car le cœur de l'homme est ainsi fait que le plus souvent il regarde comme une sorte d'atteinte à sa liberté les sages précautions prises pour le rendre meilleur. Cependant, les sentines du vice avaient remplacé les établissements autorisés; et, malgré la rigueur de la loi, ces lieux clandestins n'en étaient que plus funestes aux jeunes. Seulement échappant désormais aux regards de la police, ils pénétreront de tout autre danger que ceux qu'on prétendait exister. Plus d'une rixe y aura sans doute lieu d'une manière fatale; et plus d'une fois le crime n'est chargé d'étouffer les plaintes du gens que l'on y aura attirés.

Quelques faits pourraient venir à l'appui de cette assertion; mais, comme il n'est personne qui ne soit convaincu des dangers et des inconvénients des jeux clandestins, nous croyons inutile de rapporter ce qui n'est que trop avéré. Il s'agirait, aujourd'hui qu'une sage et longue expérience a mûri nos institutions, de définitivement si la tolérance bien entendue ne compenserait pas avec quelque avantage des inconvénients avoués; et si le régime des licences ne serait pas de beaucoup préférable au régime de prohibition. Laissant pour le moment à part ce côté moral de la question, nous croyons pouvoir démontrer, avec assurance, que la publicité qui résultait du premier système était une garantie contre une criminelle cupidité, et qu'elle mettait en outre un frein salutaire à une passion que l'on a pas toujours avouer. Beaucoup de gens, en effet, jaffectent les périls qui se rencontrent dans les *tripots*, qui n'oseraient pénétrer dans des salons où ils pourraient retrouver des personnes connues, et qui ne manqueraient pas de les signaler à l'opinion publique; et c'est un rapport de plus d'après quoi l'on aurait à circonscrire une diminution dans la masse des joueurs qui ne fait pas toujours avouer. Beaucoup de gens, en effet, jaffectent les périls qui se rencontrent dans les *tripots*, qui n'oseraient pénétrer dans des salons où ils pourraient retrouver des personnes connues, et qui ne manqueraient pas de les signaler à l'opinion publique; et c'est un rapport de plus d'après quoi l'on aurait à circonscrire une diminution dans la masse des joueurs qui ne fait pas toujours avouer.

Nous ne doutons pas, cependant, que ces derniers ne soient de nombreux partisans; car, c'est sans contredit le côté de la question le plus favorable à la fécondité d'un orateur; mais, en fait de législation, la raison et l'intérêt public doivent l'emporter sur de brillantes déclamations; et, bien que le respect pour les principes sacrés de la morale soit dans tous les cœurs, le législateur n'en est pas moins obligé de prendre les faits tels qu'ils sont. Or, il y a péril incontestable à laisser subsister une loi sans cesse éludée, et dont une expérience de cinq années a démontré l'insuffisance; il y a d'autre part, dans le système nouveau, une garantie d'autant plus certaine contre l'abus des jeux et surtout des jeux clandestins, que l'intérêt des actionnaires des établissements autorisés doit les porter évidemment au maintien de l'ordre, et à dénoncer les moindres désordres.

Nous restons à quel point doit s'indigner l'homme sérieux en voyant fausser des principes considérés comme sacrés; mais le salut du plus grand nombre doit ici l'emporter sur des considérations toutes spéculatives; et beaucoup de bons esprits voient plutôt à perdre pour la morale, qu'à gagner, à la continuation du libre exercice actuel; et jamais cet adage, "de deux maux, il faut choisir le moindre" n'a été plus applicable que dans la solution de la question qui nous occupe.

UN CITOYEN.

TEXAS.

Nous avons reçu hier par le steamer *Columbia*, des journaux de Galveston jusqu'au 25 courant. Il ne contiennent rien d'important.

Le général, ministre de France près la République de Texas, est arrivé à Galveston par le steamer *Neptune*. Il a été salué à son entrée dans le port, par une décharge d'artillerie. Son départ pour Austin devait avoir lieu le jour suivant.

CONGRES.

Le sénat n'a pas siégé le 18.

Quelques remarques sur M. Mitchell de New York qui ont paru dans le *Globe*, ont donné lieu à des explications qui ont occupé une grande partie de la séance de la Chambre.

La motion faite par M. Thompson, de la Caroline du Sud, relativement aux mémoires et aux pétitions des abolitionistes, a fait naître le sujet de la discussion. M. Slade, du Vermont, a parlé longuement contre la motion de M. Thompson et en faveur du droit de pétition.

Nous n'avons pas reçu hier le rapport de la Chambre des Représentans; celui du 29 nous est parvenu en anglais seulement et trop tard pour en faire la traduction.

SENAT DE LA LOUISIANE.

Présidence de M. Garcia.

Séance du 29 janvier.

A 11 heures, le sénat entre en séance. Les membres présents sont: MM. Garcie, président, Bossier, Downs, Ducros, Dupré, Hiriart, Hus, Penn, Porche, Scott, de Feliciana, Thibodeaux et Winn.

M. WINN, au nom du comité judiciaire auquel avait été référée la lettre du secrétaire d'état relativement à la promulgation de certains bills présentés au rapport verbal accompagné d'un bill qui rapporte la section du code civil de la Louisiane, et qui pourvoit au mode de publication des lois de l'état, particulièrement des bills rejetés par le gouverneur et passés par la législature et les chambres de la majorité constitutionnelle des deux chambres.

Le sénat s'étant dispensé de ses règlemens, ce bill subit les seconde et troisième lecture et adopté et passé.

M. PORCHE présente une pétition des habitants de la paroisse de la Pointe-Coupée, au sujet de l'église de St. François, laquelle est référée à un comité spécial.

Le président nomme les sénateurs dont les noms suivent pour composer les trois comités chargés de visiter les trois collèges de Jefferson, de Franklin et de la Louisiane.

M. Hiriart, pour celui de Jefferson; M. Bossier pour celui de Franklin, et M. Scott, de Feliciana, pour celui de la Louisiane.

Le bill suivant envoyés par la Chambre des Représentans, au concours du sénat, subissent leur première lecture.

1o. Acte pour changer l'époque de la session de la Cour de Paroisse des Avoyelles;

2o. Acte pour modifier la charte de la Compagnie d'Assurance des Attakapas et des Opélousas.

3o. Acte pour incorporer l'Eglise Catholique de St. Pierre.

4o. Acte amendant la charte de la Compagnie du Chemin de Fer de Natchitoches et de la Saline.

5o. Bill pour amender l'acte qui pourvoit à la nomination d'assesseurs pour les paroisses Caddo et Madison.

6o. Acte pour venir au secours du shérif Briant.

7o. Acte, pour pourvoir à la nomination de nouveaux notaires pour la paroisse d'Est-Feliciana.

Plusieurs bills sont ensuite pris en considération à leurs secondes lectures, sont adoptés et passent sans débats.—Savoir:

1o. Acte relatif au chemin de fer de Port Hudson et de Clinton;

2o. Acte pour établir certains districts additionnels d'élection et pour d'autres objets;

3o. Acte relatif au bureau médical du district oriental de la Louisiane;

4o. Bill pour rendre légaux les actes officiels de G. W. Smith, et devant notaire dans la paroisse des Rapides;

5o. Acte pour incorporer l'Hôpital de Charité de Natchitoches, et

6o. Résolution nommant un comité réuni des deux chambres pour examiner les affaires de la Société d'Agriculture.

Une section de l'avant dernier bill qui vote une allocation de fonds en faveur de l'Hôpital de Charité est repoussée par M. Dupré, sous ce point de vue que nombre de paroisses, et notamment celle de St. Landry, qui se trouve à la frontière du Texas, ont besoin de semblables institutions, et que l'on n'accorde des fonds pour celui de Natchitoches, il faudra en allouer aux autres, et de cette manière on finira par ruiner l'Etat; M. Dupré pour cette raison demandera le rejet de la section.

Cette motion est mise aux voix et est decidée dans la négative par le vote suivant:

Pour le rejet: MM. Dupré et Ducros.

Contre: MM. Bossier, Downs, Hiriart, Hus, Penn, Scott de Feliciana, Thibodeaux et Winn.

Le Sénat siége à huis clos pour s'occuper d'affaires exécutives, après quoi la séance est levée et renvoyée à demain, à 11 heures du matin.

DERNIERS DATES.

New York	jan 15	Liverpool	déc 19
Philadelphie	jan 16	Liverpool	déc 7
Philadelphie	jan 16	Havre	déc 7
Washington	jan 16	Paris	déc 8
Baltimore	jan 16	Bordeaux	déc 8
Charleston	jan. 29	Madrid	nov 23
Vera-Cruz	jan 1	Cadiz	nov 2
Tampico	déc 30	Alicante	nov 19
Matamores	déc 30	Honfleur	jan 24

LISTE MARITIME.

PORT DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

EXPEDIES.

Navire Ellen Brooks, Lindsay, Liverpool, par J. & J Dannistoun & co

North America, Baker, Liverpool, L H Gale

Meridian, Williams, do do

Demelgre, Leavitt, New York, Stetson & Avery

Barque Rqualdson, Mathieu, Philadelphie, Moss & Harris

Brick Astrasnaue (Fr.) Sauron, Gênes, Herbault Frères

Oscar, (Suédois) Nelson, Stockholm, Groning & co

Sea Bird, Dennis, Newport, J B Bailey

Gael. Pacific, Borden, St. Marks, J W Sibell & co

Gertrude, (Mex.) Rojas, Isiah, J M Caballero

Eseline, Gates, Savannah, Wood & Simmons

ARRIVES.

Brick Maumee, Faulken, en 30 jours de Warren, (Me.) à Bedford & Beck.

Brick Voltaire, Sleeper, en 27 jours de Thomaston, au capitaine.

Gael. C W Brenwood, Tuer, de Pensacole, au capitaine.

Gael. Mary Jane, Caro, de Pensacole, au capit.

Gael. Etit, Motherhead, de Pensacole, au capit.

Gael. Mary Grierson, de St. Josephs, Fa. par la voie de Pensacole.

Gael. Poquet, Mason, de la Mobile.

Gael. Montgomery, Sawyer, de Cedar Keys, sur lest, au capitaine

Gael. Amanda, Ophelia, en 12 jours de Charleston, au capitaine.

Gael. Tungent, Whittier, en 18 jours de Charleston, au capitaine.

Gael. Wave, Johnson, de Franklin, (At.) au capitaine.

Gde. Charles, Ward, de la Mobile, au capit.

Sloop Chilo, Collins, de la Mobile, au capit.

Steamer Giraffe, Carson, de la Mobile.

Steamer Najestic, Morehouse, de la nouvelle paroisse des Arkansas, avec du coton, etc.

Steamer Lamplighter, Glenn, de Sattalis, avec du coton, etc.

Steamer Baton Rouge, Sellick, du Pat Hudson, avec du coton, &c.

Steamer Pekin, Beach, de Thibodeaux, avec du coton, &c.

St. amer Jno. Armstrong, Streck, de Donaldsonville, avec du coton, etc.

Gael. Richebot à Agar de Neptune, Pennoyer, en 40 heures de Galveston, sur lest, à J. Reed & co.

MEMORANDA

Navire à vapeur Neptune a quitté la barre N. E. de 22 courant, il n'annonce rien de nouveau. Navires Normandie, Mississipi, un navire paquebot, un autre navire, barque Essex, un brick et une goélette montant la rivière.

☞ L'attention du public est appelée sur la vente qui aura lieu aujourd'hui, à midi, à la Bourse de la Louisiane, de l'esclave Mary, âgée de 22 ans, bonne cuisinière, blanchisseuse, domestique de maison et bon sujet, avec ses deux enfant Jean, âgé de 5 ans et Zélie de 3 ans.

☞ La barque SARAH, de New-York, commencera son déchargement demain via à via la presse à coton d'Orléans. Les consignataires sont priés de venir recevoir leurs marchandises sur la levée.

30 jan — S & J. P. WHITNEY, 73 rue du Camp

☞ La barque CHARON, de la Havane, commandée par le capitaine Rickell, partira samedi prochain. Les passagers sont priés de venir recevoir leurs effets sur la Levée. 29

☞ AVIS.—Ne les consignataires, ne le capitaine du brick de Brême la Louise Frederick, ne répondront des dettes contractées par l'équipage. 30 janv

☞ La barque française CRISTOPHE COLOMB, capitaine Chevalet, est maintenant en déchargement vis à vis l'Hôtel de la Monnaie. Les consignataires sont priés de retirer leurs permis de douane et de faire recevoir leurs marchandises sur la Levée.

BLANCHARD, EIMER & Co,

29 jan 26, rue Bienville.

AMUSEMENS.

THEATRE D'ORLEANS.

Jeudi 30 Janvier,

Troisième représentation de

ANNE DE BOULEN,

Opéra en trois actes de Donizetti, paroles de Castiz.

95 MOUTONS

ET

UN CHAMPENOIS.

Vaudeville en un acte.

On commencera à 8 heures et demie.

THEATRE DE LA RENAISSANCE.

Jeudi 30 janvier 1840,

L'ECOLE DES VIEILLARDS.

Comédie en cinq actes et en vers de M. Casimir Delavigne.

Le spectacle sera terminé par

SANS TAMBOUR NI TROMPETTE,

Vaudeville en 1 acte.

Demain, rue des Grands Hommes, 42, de 10 à 2 heures.

En attendant, Marie Mignot, les Frères à l'Epreuve, la Poule de Cagliostro.

SALLE ST. LOUIS.

BAL MASQUÉ.

UNE assemblée des commissaires et souscripteurs, aura lieu de Société, qui a eu lieu le samedi 29 janvier 1840, les résolutions suivantes ont été unanimement adoptées:

Résolu qu'il sera donné un neuvième Bal de Société dans ladite salle, mercredi 26 janvier 1840, lequel sera un Bal Déguisé.

Résolu que les souscripteurs ainsi que les personnes qui ont reçu des billets pour les bals de société

OFFICIEL.

LEGISLATURE DE LA LOUISIANE.

Seconde Session—Quatorzième Législature.

JOURNAL DU SENAT.

Lundi, 27 Janvier 1840.

Le Sénat s'est assemblé conformément à l'ajournement.

Membres présents: MM. Félix Garcie, président, Arnaut, Bossier, Ducros, Derbigny, Dupré, Downs, Hiriart, Penn, Porche, Scott de Baton Rouge, Scott de Feliciana, Thibodeaux et Winn.

Le secrétaire a porté à la Chambre pour soumettre à son concours, la résolution relative à la Rivière de Bogueschitto.

Le président a soumis au Sénat la lettre suivante du secrétaire d'Etat, dont lecture a été faite:

NEW-ORLEANS, Janvier 20, 1840.

A M. le Secrétaire d'Etat.

Monsieur,

Dans votre lettre du 23 de ce mois, vous me demandez si vous devez obéir à une certaine résolution du Sénat, ou si vous devez refuser respectueusement de vous y conformer comme n'étant pas en votre pouvoir de le faire.

Par cette résolution, je vois que vous êtes requise de faire l'enrôlement par l'Etat des jolies certifiées des actes passés par l'assemblée générale et adjournés session, avant qu'il n'ait pas été envoyés au gouverneur dix jours avant l'ajournement (les dimanches exceptés); et qui ont, dans l'opinion du Sénat, acquis force de loi, et deviennent, dit le Sénat, être promulgués comme telles, parce que le Sénat, dans lequel ces bills ont pris naissance, n'a reçu pendant les trois premiers jours de cette session, aucune communication du gouverneur relativement aux dits bills.

Je suis, cependant, Monsieur, que le but de ces résolutions est que les dits bills soient promulgués par vous comme lois, et la même résolution qu'exige de vous fournissiez des copies d'icelux à l'Imprimeur de l'Etat, lui fait un devoir de les publier dans la gazette de l'Etat, par opinion est que vous devez refuser de vous conformer à la dite résolution comme n'ayant pas droit de le faire.

L'article 4, section 10, du Code Civil, M. s'assure que les lois seront promulguées par le Gouverneur de l'Etat, et il n'y a en ma connaissance aucune loi postérieure qui soit en ma connaissance aucune loi postérieure qui soit en changé cette disposition. Quel serait alors l'effet d'une promulgation faite par vous? La résolution se trouve dans le 10ème volume des décisions de la Cour Suprême (Louisiana Reports) page 315.

Ces faits, quelque l'opinion du Sénat ont acquis force de lois, ne seraient pas obligatoires.

L'affaire à laquelle je vous réfère était je crois beaucoup plus forte que celle-ci car là, la promulgation avait été faite par le secrétaire de l'Etat, non pas conformément à une simple résolution de la Chambre dans laquel ce bill avait pris naissance, mais conformément à une résolution réunie des deux Chambres de la Législature; et cependant la Cour suprême a décidé, dans le manière positive que cet acte, ayant été promulgué d'une manière irrégulière, n'était pas une loi.

Si d'une autre part il était dit que le but de la résolution ne fut pas une promulgation faite par vous des bills en question, je crois, M. que vous pourriez convenablement refuser d'obéir à ladite résolution. La place de Secrétaire d'Etat est créée non par la loi, mais par la Constitution. La section qui l'a créée dit que, comme tel, vous tiendrez "un journal et signerez "tous les actes officiels émanés du gouverneur, et "quand vous serez requis, vous soumettrez aux deux "Chambres de l'assemblée générale, ledit journal ainsi que tous les papiers, minutes et documentes y "ayant rapport, et remplirez tous les autres devoirs qui vous seront assignés par la loi.

Dans cette disposition nous ne trouverons en vain rien qui autorise l'une ou l'autre chambre de l'assemblée générale de vous prescrire aucun autre devoir que celui de déposer devant elle les papiers, minutes et documens qui ont rapport aux actes officiels émanés du gouverneur.

Ces considérant à l'acte approuvé le 26 janvier 1836, vous ne pouvez non plus être appelé comme vous l'êtes par la résolution maintenant en considération.

Les bills desquels vous êtes requis de fournir des copies certifiées à l'imprimeur de l'Etat, ne sont pas des actes passés pendant cette session de la législature; ils ne sont pas compris dans les cinq années de cette loi. Ce sont des bills passés à la session dernière, qui n'ont pas été envoyés au gouverneur dix jours avant l'ajournement (les dimanches exceptés) et qui sont, dans l'opinion du Sénat, acquis force de lois, et devraient, dit le Sénat, être promulgués comme telles, parce que le Sénat, dans lequel ces bills ont pris naissance, n'a reçu pendant les trois premiers jours de cette session, aucune communication du gouverneur relativement aux dits bills.

Je suis, cependant, Monsieur, que le but de ces résolutions est que les dits bills soient promulgués par vous comme lois, et la même résolution qu'exige de vous fournissez des copies d'icelux à l'imprimeur de l'Etat, lui fait un devoir de les publier dans la gazette de l'Etat, par opinion est que vous devez refuser de vous conformer à la dite résolution comme n'ayant pas droit de le faire.

L'article 4, section 10, du Code Civil, M. s'assure que les lois seront promulguées par le Gouverneur de l'Etat, et il n'y a en ma connaissance aucune loi postérieure qui soit en changé cette disposition. Quel serait alors l'effet d'une promulgation faite par vous? La résolution se trouve dans le 10ème volume des décisions de la Cour suprême (Louisiana Reports) page 315.

Ces faits, quelque l'opinion du Sénat ont acquis force de lois, ne seraient pas obligatoires.

L'affaire à laquelle je vous réfère était je crois beaucoup plus forte que celle-ci car là, la promulgation avait été faite par le secrétaire de l'Etat, non pas conformément à une simple résolution de la Chambre dans laquel ce bill avait pris naissance, mais conformément à une résolution réunie des deux Chambres de la Législature; et cependant la Cour suprême a décidé, dans le manière positive que cet acte, ayant été promulgué d'une manière irrégulière, n'était pas une loi.

Si d'une autre part il était dit que le but de la résolution ne fut pas une promulgation faite par vous des bills en question, je crois, M. que vous pourriez convenablement refuser d'obéir à ladite résolution. La place de Secrétaire d'Etat est créée non par la loi, mais par la Constitution. La section qui l'a créée dit que, comme tel, vous tiendrez "un journal et signerez "tous les actes officiels émanés du gouverneur, et "quand vous serez requis, vous soumettrez aux deux "Chambres de l'assemblée générale, ledit journal ainsi que tous les papiers, minutes et documentes y "ayant rapport, et remplirez tous les autres devoirs qui vous seront assignés par la loi.

Dans cette disposition nous ne trouverons en vain rien qui autorise l'une ou l'autre chambre de l'assemblée générale de vous prescrire aucun autre devoir que celui de déposer devant elle les papiers, minutes et documens qui ont rapport aux actes officiels émanés du gouverneur.

Ces considérant à l'acte approuvé le 26 janvier 1836, vous ne pouvez non plus être appelé comme vous l'êtes par la résolution maintenant en considération.

Les bills desquels vous êtes requis de fournir des copies certifiées à l'imprimeur de l'Etat, ne sont pas des actes passés pendant cette session de la législature; ils ne sont pas compris dans les cinq années de cette loi. Ce sont des bills passés à la session dernière, qui n'ont pas été envoyés au gouverneur dix jours avant l'ajournement (les dimanches exceptés) et qui sont, dans l'opinion du Sénat, acquis force de lois, et devraient, dit le Sénat, être promulgués comme telles, parce que le Sénat, dans lequel ces bills ont pris naissance, n'a reçu pendant les trois premiers jours de cette session, aucune communication du gouverneur relativement aux dits bills.

Si cette opinion du sénat dont je n'ai ni le pouvoir ni la disposition de contester la justesse prend ce droit que ce ne serait que par la promulgation, et cette promulgation, je crois, vous n'avez pas le droit de la faire.

Votre obéissant serviteur.

Signé MAZUREAU, avocat.

Nouvelle Orléans, le 27 janvier 1840.

A l'honorable Sénat de l'Etat de la Louisiane:

J'ai reçu une résolution de votre honorable corps me requérant de fournir à l'imprimeur d'Etat des copies certifiées de certains bills qui ont été passés par l'assemblée générale à sa dernière session, mais qui n'ont pas été envoyés au gouverneur dix jours avant l'ajournement, et qui, dans votre opinion, ont acquis force de lois et devraient être promulgués comme telles pour les raisons stipulées dans la dite résolution.

Comme je ne connaissais pas la loi d'après laquelle j'étais autorisé à me conformer à cette demande j'ai immédiatement soumis la question à l'avocat général de l'Etat et j'ai reçu sa réponse qui coincide avec mon opinion que je vous soumets. Je vous prierai de vos observations comme contenant les raisons qui m'ont empêché de me conformer à la résolution de votre honorable corps.

Très respectueusement

Signé LEVI PIERCE,

Secrétaire d'Etat.

MESSAGE DE LA CHAMBRE.

M. Cuvillier, greffier de la Chambre des Représentans a soumis au concours du Sénat les résolutions et les bills suivants

"Acte pour venir au secours de George P. Briard, shérif de la paroisse St. Martin."

"Acte pour pourvoir à la nomination d'assesseurs dans les paroisses de Caddo et de Madison, et pour d'autres objets."

"Acte pour amender l'acte incorporant la Compagnie des Attakapas et des Opélousas, contre les risques de la mer et du feu."

"Acte pour fixer le temps de la tenue de la Cour de Paroisse dans la Paroisse des Avoyelles."

"Acte pour créer un Notaire Public dans la ville de Washington, paroisse de St. Landry, et deux Notaires Publics pour la paroisse de Ouest Feliciana."

"Acte pour amender l'acte intitulé "Acte pour incorporer l'Académie de Ouest Baton Rouge, et pour faire une appropriation à la dite institution et pour d'autres objets," approuvé le 13 février 1837.

"Résolution du Sénat et la Chambre des Représentans de l'Etat de la Louisiane, qu'un comité réuni de —— membres du Sénat et de cinq membres de la Chambre soit nommé afin d'examiner les affaires et l'état du Collége Jefferson, conformément à un acte de la Législature, approuvé le 31 de mars 1835." Etil a informe le Sénat que l'Orateur de la Chambre avait nommé MM. J. G. Davis-sig, D. Kenney, G. R. King, A. Cousin, A. W. Pichot du dit comité de la Chambre.

Résolu qu'un comité réuni, nommé pour examiner l'état des affaires des banques, soit chargé de s'enquérir si jamais aucunes des directeurs de la banque ses Citoyens de la Louisiane, aucun des directeurs ont contracté aucune obligation mutuelle entre eux, de voter pour le rejet des billets offerts à l'escompte par les directeurs d'aucune banque qui refuserait d'escompter les billets de certaines maisons du commerce.

Sur motion de M. Downs, la lettre du secrétaire d'Etat a été référée à un comité ordinaire.

Conformément à avis donné au préalable, M. Winn a présenté un bill intitulé "Acte ajoutant au devoir au bureau des Travaux Publics de couper un canal au travers des chênes de la Rivière Rouge à Alexandrie, pour d'autres objets."

Le dit bills subissait la lecture.

M. Bossier a présenté une pétition des habitants de la paroisse de Caddo, demandant la formation d'une nouvelle paroisse dans la paroisse de Caddo; lecture de la dite pétition a été faite, et sur motion de M. Bossier, elle a été référée à un comité spécial composé de trois membres.

Le président a nommé MM. Bossier, Downs et Dupré du dit comité.

Sur motion de M. Hus, le président a été autorisé à nommer un sergent d'armes, pour servir les citations et les témoins dans l'affaire d'éducation contre Felix Boswordt, et Theodore Thierman.

Le bill intitulé "Acte pour incorporer la compagnie du creusin de fer de Jefferson" et du Lac Pontchartrain" a subi sa 1ère, lecture et sur motion de M. Armant, l'impression en a été ordonnée.

MESSAGE DE LA CHAMBRE.

M. Cuvillier, greffier de la Chambre, a informé le Sénat que les membres de la Chambre étaient prêts à recevoir le Sénat dans la salle de leurs séances à l'effet d'y procéder par voie de scrutin à l'élection des six directeurs de la Banque les Citoyens à nommer par l'Etat.

M. Winn a présenté la résolution suivante.

"Résolu qu'attendu que la charte de la Banque des Citoyens ne requiert pas d'une manière positive que l'élection des Directeurs de la part de l'Etat se fasse aujourd'hui, et le Sénat étant l'opinion qu'aucun directeur de l'Etat ne devrait être élu jusqu'à ce que les Banques aient été examinées. En conséquence le secrétaire du Sénat est chargé d'informer la Chambre respectivement la Chambre des Représentans que le Sénat refuse de se réunir à la Chambre à l'effet de procéder à l'élection des six directeurs pour la Banque des Citoyens, à nommer pour le service de l'année suivante; mais que le Sénat se réunira à cet effet tout autre jour convenable ainsi qu'il sera fixé par une résolution des deux Chambres."

M. Derbigny a présenté le substitut suivant à la résolution offerte par M. Winn.

"Résolu par le Sénat et la Chambre des Représentans que l'élection des directeurs de la banque des Citoyens est différée et qu'un autre jour soit fixé pour ladite élection."

M. Winn a demandé l'appel nominal, sur l'adoption dudit substitut.

Pour l'adoption: Messrs. Armant, Derbigny, Hiriart et Porche—4 voix.

Pour le rejet: Messrs. Bossier, Ducros, Downs, Dupré, Hus, Penn, Scott de Félicana, Scott de Baton Rouge, Scott de Félicana et Winn—10 voix.

En conséquence ledit substitut a été rejeté.

Sur motion de M. Penn, le secrétaire a été chargé d'informer la Chambre, que le Sénat ne croyait pas pouvoir ce jour se rendre à l'invitation de la Chambre à l'effet de procéder à ladite élection.

MESSAGE DE LA CHAMBRE.

M. Cuvillier, greffier de la Chambre, a informé le Sénat qu'il avait été chargé par la Chambre de rapporter au Sénat très respectueusement, que dans l'opinion de la Chambre, il était exigé par la loi, pour l'élection des directeurs de la part de l'Etat pour la Banque des Citoyens de la Louisiane, et que dans son opinion la loi était impérative et que l'élection ne devrait pas être différée, à moins qu'il n'existât une cause inévitable pour la retarder.

Mr. Armant a demandé la reconsidération de la résolution de Mr. Winn relative au renvoi de l'élection en question.

Mr. Winn a demandé l'appel nominal et le résultat a été comme suit:

Pour la reconsidération: Messrs. Armant, Ducros, Derbigny, Hiriart, Penn, Thibodeaux, 6 voix—Contre la reconsidération: Messrs. Bossier, Dupré, Downs, Hus, Scott de Baton Rouge, Scott de Feliciana, et Winn, 7 voix. En conséquence la motion de M. Armant n'a pas prévalu.

Sur motion de M. Hus, le Sénat s'est occupé à huis-clos des affaires exécutives.

Les portes ont été ouvertes. Sur motion le Sénat s'est ajourné à demain, à 11 heures du matin.

CHAMBRE DES REPRESENTANTS.

Mardi 28 janvier 1840.

La Chambre s'est assemblée conformément à l'ajournement.

M. G. a présenté du comité composé de la délégation [illegible] rapport avait été référé le bill relatif à la [illegible] rapporté le bill intitulé "Acte pour incorporer la ville de Nouvelle Orléans, approuvé le dix sept février 1836, lequel a subi sa première lecture et a été renvoyé à demain pour être lu une seconde fois.

Le bill intitulé "Acte pour incorporer la Compagnie du Chemin de fer de Jefferson et du Lac Pontchartrain" a subi sa 1ère, lecture et sur motion de M. Armant, l'impression en a été ordonnée.

MESSAGE DE LA CHAMBRE.

M. Cuvillier, greffier de la Chambre, a informé le Sénat que les membres de la Chambre étaient prêts à recevoir le Sénat dans la salle de leurs séances à l'effet d'y procéder par voie de scrutin à l'élection des six directeurs de la Banque les Citoyens à nommer par l'Etat.

M. Winn a présenté la résolution suivante.

"Résolu qu'attendu que la charte de la Banque des Citoyens ne requiert pas d'une manière positive que l'élection des Directeurs de la part de l'Etat se fasse aujourd'hui, et le Sénat étant l'opinion qu'aucun directeur de l'Etat ne devrait être élu jusqu'à ce que les Banques aient été examinées. En conséquence le secrétaire du Sénat est chargé d'informer la Chambre respectivement la Chambre des Représentans que le Sénat refuse de se réunir à la Chambre à l'effet de procéder à l'élection des six directeurs pour la Banque des Citoyens, à nommer pour le service de l'année suivante; mais que le Sénat se réunira à cet effet tout autre jour convenable ainsi qu'il sera fixé par une résolution des deux Chambres."

M. Derbigny a présenté le substitut suivant à la résolution offerte par M. Winn.

"Résolu par le Sénat et la Chambre des Représentans que l'élection des directeurs de la banque des Citoyens est différée et qu'un autre jour soit fixé pour ladite élection."

M. Winn a demandé l'appel nominal, sur l'adoption dudit substitut.

Pour l'adoption: Messrs. Armant, Derbigny, Hiriart et Porche—4 voix.

Pour le rejet: Messrs. Bossier, Ducros, Downs, Dupré, Hus, Penn, Scott de Félicana, Scott de Baton Rouge, Scott de Feliciana et Winn—10 voix.

En conséquence ledit substitut a été rejeté.

Sur motion de M. Penn, le secrétaire a été chargé d'informer la Chambre, que le Sénat ne croyait pas pouvoir ce jour se rendre à l'invitation de la Chambre à l'effet de procéder à ladite élection.

MESSAGE DE LA CHAMBRE.

M. Cuvillier, greffier de la Chambre, a informé le Sénat qu'il avait été chargé par la Chambre de rapporter au Sénat très respectueusement, que dans l'opinion de la Chambre, il était exigé par la loi, pour l'élection des directeurs de la part de l'Etat pour la Banque des Citoyens de la Louisiane, et que dans son opinion la loi était impérative et que l'élection ne devrait pas être différée, à moins qu'il n'existât une cause inévitable pour la retarder.

Mr. Armant a demandé la reconsidération de la résolution de Mr. Winn relative au renvoi de l'élection en question.

Mr. Winn a demandé l'appel nominal et le résultat a été comme suit:

Pour la reconsidération: Messrs. Armant, Ducros, Derbigny, Hiriart, Penn, Thibodeaux, 6 voix—Contre la reconsidération: Messrs. Bossier, Dupré, Downs, Hus, Scott de Baton Rouge, Scott de Feliciana, et Winn, 7 voix. En conséquence la motion de M. Armant n'a pas prévalu.

Sur motion de M. Hus, le Sénat s'est occupé à huis-clos des affaires exécutives.

Les portes ont été ouvertes. Sur motion le Sénat s'est ajourné à demain, à 11 heures du matin.

CHAMBRE DES REPRESENTANTS.

Mardi 28 janvier 1840.

La Chambre s'est assemblée conformément à l'ajournement.

M. G. a présenté du comité composé de la délégation [illegible] rapport avait été référé le bill relatif à la [illegible] rapporté le bill intitulé "Acte pour incorporer la ville de Nouvelle Orléans, approuvé le dix sept février 1836, lequel a subi sa première lecture et a été renvoyé à demain pour être lu une seconde fois.

Le bill intitulé "Acte pour incorporer la Compagnie du Chemin de fer de Jefferson et du Lac Pontchartrain" a subi sa 1ère, lecture et sur motion de M. Armant, l'impression en a été ordonnée.

MESSAGE DE LA CHAMBRE.

M. Cuvillier, greffier de la Chambre, a informé le Sénat que les membres de la Chambre étaient prêts à recevoir le Sénat dans la salle de leurs séances à l'effet d'y procéder par voie de scrutin à l'élection des six directeurs de la Banque les Citoyens à nommer par l'Etat.

M. Winn a présenté la résolution suivante.

"Résolu qu'attendu que la charte de la Banque des Citoyens ne requiert pas d'une manière positive que l'élection des Directeurs de la part de l'Etat se fasse aujourd'hui, et le Sénat étant l'opinion qu'aucun directeur de l'Etat ne devrait être élu jusqu'à ce que les Banques aient été examinées. En conséquence le secrétaire du Sénat est chargé d'informer la Chambre respectivement la Chambre des Représentans que le Sénat refuse de se réunir à la Chambre à l'effet de procéder à l'élection des six directeurs pour la Banque des Citoyens, à nommer pour le service de l'année suivante; mais que le Sénat se réunira à cet effet tout autre jour convenable ainsi qu'il sera fixé par une résolution des deux Chambres."

M. Derbigny a présenté le substitut suivant à la résolution offerte par M. Winn.

"Résolu par le Sénat et la Chambre des Représentans que l'élection des directeurs de la banque des Citoyens est différée et qu'un autre jour soit fixé pour ladite élection."

M. Winn a demandé l'appel nominal, sur l'adoption dudit substitut.

Pour l'adoption: Messrs. Armant, Derbigny, Hiriart et Porche—4 voix.

Pour le rejet: Messrs. Bossier, Ducros, Downs, Dupré, Hus, Penn, Scott de Félicana, Scott de Baton Rouge, Scott de Feliciana et Winn—10 voix.

En conséquence ledit substitut a été rejeté.

Sur motion de M. Penn, le secrétaire a été chargé d'informer la Chambre, que le Sénat ne croyait pas pouvoir ce jour se rendre à l'invitation de la Chambre à l'effet de procéder à ladite élection.

MESSAGE DE LA CHAMBRE.

M